



Compte Rendu de la Formation Spécialisée du CSAL du 3 octobre 2024

Cette réunion marque la dernière instance présidée par Michel Gautier, notre DiSI, avant son départ en retraite à la fin de l'année. Malgré nos désaccords récurrents et les frustrations liées au manque de moyens, nous tenons à souligner que M. Gautier s'est toujours montré ouvert au dialogue, à l'écoute des préoccupations de chacun.

Examen du DUERP et du PAP

La réunion débute avec l'examen et le vote du DUERP (Document Unique d'Évaluation des Risques Professionnels) et du PAP (Plan Annuel de Prévention). La CGT met en lumière une montée des tensions au sein des équipes, avec des risques psychosociaux atteignant des niveaux alarmants. De plus en plus de cadres se tournent désormais vers les syndicats pour dénoncer la dégradation des relations au travail. En nous présentant des outils censés remettre du lien entre les agents et s'attaquer aux risques psychosociaux (RPS) causés par l'isolement, la direction semble redécouvrir les vertus du dialogue. Nous ne pouvons qu'abonder en ce sens.

Le secteur informatique n'est pas épargné par ces dysfonctionnements : alors qu'on prétend placer les utilisateurs au cœur de la création de leurs outils, de nombreux projets sont lancés sans qu'ils ne soient consultés. Cette contradiction met en évidence un problème de logique dans la gestion des projets.

Certains membres de l'instance proposent de retirer du DUERP des éléments très concrets. Nous nous y opposons fermement. Ces éléments ont été recensés par les équipes, leurs responsables et les assistants de prévention. Notre rôle est de les comprendre et de réclamer les moyens nécessaires pour satisfaire ces demandes.

Procédures d'Évacuation et Sécurité à Nevers

La CGT demande des précisions sur les procédures d'évacuation de la salle d'hébergement de Nevers. Il s'avère que persiste un risque grave, car les agents ou intervenants externes présents dans la salle disposent d'une minute et pas plus pour évacuer avant le remplacement de presque la totalité de l'oxygène par un gaz inerte. La direction locale nous répond que tout est mis en œuvre, en conformité avec les préconisations de l'ISST (Inspecteur Santé et Sécurité au Travail). Nous suggérons malgré tout de compléter le dispositif avec un indicateur lumineux à l'extérieur qui soit synchronisé avec l'éclairage interne. Le risque ne pouvant être éliminé, cette ligne restera au DUERP aussi longtemps qu'existera la salle.

Problème d'Isolement à la CID69

Sur la question de l'isolement à la CID69, nous avons été surpris d'apprendre que la seule solution apportée est de regrouper tout le monde au même endroit, cela, sans tenir compte des désaccords exprimés par plusieurs agents. Il semble que l'approche du collectif de travail prime au détriment des préférences individuelles. Selon la cheffe d'ESI, personne ne lui a demandé d'audience pour exprimer ces préoccupations. Les intéressés savent désormais quoi faire pour se faire entendre.

Budget

Comme chaque année, le budget reste un sujet complexe. Avec les nouvelles règles budgétaires, cela devient de plus en plus difficile. Le risque de perdre des crédits inutilisés est réel, et nous avons tiré la sonnette d'alarme à ce sujet. Il est crucial que des mesures soient prises pour éviter de perdre des ressources déjà limitées.

Nous relevons une aberration dans les tarifs de la formation Gestes et Postures : le prix est le même en présentiel qu'en e-formation. Le formateur doit avoir des tarifs privilégiés sur l'essence...

Nous avons eu une (trop) longue discussion sur l'opportunité d'équiper certains bâtiments de chaises d'évacuation pour Personnes à Mobilité Réduite (PMR). Nous avons défendu l'option d'achat de ces « évac chair », mais il a été décidé au final de prendre en urgence l'attache de professionnels de la lutte contre les incendies avant de décider. Nous sommes quand même tombés d'accord sur le fait que l'on équipe un bâtiment et pas une personne. Attendre qu'un collègue PMR soit recruté pour s'équiper n'est pas une option.

Une autre longue discussion s'en est suivie pour déterminer l'utilisation du reliquat de budget.

Rapports ISST

Les rapports des ISST suite aux visites de la CID de Moulins et du site de Montbard ont également été discutés, avec un focus particulier sur ce dernier. Un problème a été identifié concernant la centrale de traitement d'air (CTA). On craint que la position du flux entrant ne détériore les filtres, dont l'entretien, coûteux, est à la charge de la DiSI. Il est essentiel de s'attaquer à ce problème pour éviter des frais supplémentaires non prévus.

Points Divers

En points divers, plusieurs départs ont été notés : celui du référent retraite, ainsi que celui du médecin dans l'Ain, ce qui crée une nouvelle difficulté pour les agents de ce département.

Suite à l'approbation du PV de l'instance précédente, un point sur les exosquelettes mis à disposition à Meyzieu a été fait. Ils sont peu utilisés, sauf par 2 agents sans doute grâce à la fourniture de modèles « taille zéro » mieux adaptés aux petits gabarits. Une information a été faite par le fournisseur pour adapter le harnais à la morphologie féminine.

Enfin, nous signalons l'absence d'information sur le changement de modalité de demande de remboursement des frais domicile-travail qui doivent maintenant passer par le service RH. Les demandes sous Sirhius ont été rejetées sans avertir les agents. Ce manque de communication entre services (CSRH, RH, agents) a des conséquences qui, au final, impacte encore une fois les agents.